

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

- MAI 1964 -

PACIFISME OU LUTTE DE CLASSE

Les mouvements pacifistes paroisent: 100.000 personnes à Sceaux le 26 avril. Le sourire (large) est de rigueur. Pensez: "même la TV n'a pas pu ne pas en parler". Au dire du speaker de la RTF, ce fut une façon de "grande kermesse populaire".

On veut nous faire croire qu'une telle action est urgente et qu'elle pose la question cruciale de la survie de l'espèce. Il est cependant évident qu'elle est inefficace et ne peut ^{qu'}endormir les travailleurs, tout en ne leur donnant que l'illusion d'avoir agi. La bureaucratie pacifiste n'est peut-être pas moins contre-révolutionnaire que la bureaucratie syndicale.

Lutter seulement contre la bombe est d'abord une attitude stérile, d'avance vouée à l'échec. La bombe, comme l'ensemble des armements, est en effet si profondément liée au capitalisme que, dans les conditions actuelles, ce dernier ne peut se concevoir sans elle, et cela dans la mesure où d'énormes capitaux ne cessent d'y être investis. La possession de la bombe est ainsi devenue un moyen de répression au même titre que le MAS 49 ou l'AMM 8, et l'on pense bien que le capitalisme ne s'en laissera pas défaire pour de bonnes raisons humanitaires, quelle que soit leur

ampleur. S'il abandonne un jour l'armement atomique, c'est que tout simplement il aura cessé de le juger rentable.

Lutter seulement contre la bombe est surtout une attitude nuisible, dans la mesure où elle ne peut que semer le trouble dans les esprits en différenciant, précisément, bombe et capitalisme et en jetant les travailleurs pèle-mêle à la remorque d'une bourgeoisie qui, elle - et dans l'exacte mesure où les moyens de répression sont en son pouvoir - peut se donner le loisir de se proclamer pacifiste.

La "lutte" pacifiste qui nous est proposée actuellement ne peut donc amener les travailleurs à une réelle conscience de classe. Bien au contraire, ce n'est qu'une grossière mystification qui vise à "reconcilier" les classes en face d'un faux problème.

L'exemple anglais, où le mouvement pacifiste a pris, dans les dernières années, une avance et une extension particulières, est bien là pour nous le prouver. Après avoir marché et s'être accroupis dans les squares pendant des années, les pacifistes anglais en sont réduits actuellement à une propagande électorale pour le compte des travaillistes. Car ils pou-

Pourtant, le nouvel accord prévoyait une augmentation des salaires de plus de 8% (étalée, il est vrai, sur deux ans), ainsi qu'une rallonge sur la prime de vacances et l'augmentation des redevances versées par les employeurs au syndicat. Venant après une série d'accords négociés depuis 1950, ces mesures assuraient en principe aux mineurs un revenu tout à fait enviable.

L'ennui, c'est que les mineurs avaient peu de chances de bénéficier longtemps des avantages prévus par l'accord. Depuis 1950, la direction des mines a introduit, sur une grande échelle, les méthodes d'exploitation connues sous le nom d'automatisation. Il en est résulté, non seulement des conditions de travail proprement inhumaines, mais encore le licenciement, en quatorze ans, de plus de 300.000 mineurs, soit les deux tiers de l'effectif total, alors que la production augmentait. Ce que réclament donc les mineurs, c'est d'abord et avant tout la sécurité de l'emploi, ainsi que des conditions de travail moins pénibles. Mais comment ces revendications pourraient-elles intéresser la bureaucratie syndicale, qui tire d'énormes bénéfices de la gestion des redevances patronales, redevances calculées sur la base du tonnage de charbon extrait, et pas du tout en fonction de l'effectif des mineurs?

Yougoslavie: des bureaucrates compréhensifs.

Parmi ceux qui ont fini par comprendre qu'il était aussi ridicule de chercher le socialisme en URSS que de réclamer du beurre à la Caisse des Dépôts et Consignations, certains se font encore des illusions au sujet du régime titiste en Yougoslavie. Là, disent-ils, nous avons affaire au véritable socialisme: les usines ne sont-elles pas gérées par des conseils ouvriers, élus par les travailleurs eux-mêmes?

L'ennui, c'est que la bureaucratie titiste se charge elle-même, par ses déclarations publiques, de dégonfler cette baudruche. C'est ainsi qu'à l'occasion du congrès des syndicats, qui s'est réuni le 20 avril, on a appris, non seulement que l'industrie du bois traversait une crise de surproduction par suite d'un mauvais système d'investissements, et que l'industrie textile souffrait d'une mauvaise répartition des matières premières, mais encore que les salaires, dans ce pays "socialiste", ne correspondent nullement à l'augmentation de la production (tout comme en France, pays officiellement capitaliste) que leur augmentation est loin de suivre la hausse des prix (encore un air bien connu) et enfin que ces salaires trop bas sont, en outre, répartis de façon inégale, à la tête du client.

Faut-il donc en conclure que les travailleurs yougoslaves gèrent mal leurs usines? Cela, même les bureaucrates les plus chevronnés n'osent pas le prétendre. Il n'est que trop évident, en effet, que les travailleurs yougoslaves ne gèrent rien du tout: quand l'Etat et la direction de l'économie sont entre les mains d'une classe de bureaucrates, la gestion d'une usine isolée ne peut avoir aucune espèce de sens.

Dans ces conditions, la réaction des ouvriers devant l'insuffisance des salaires a été exactement celle qui s'imposait: un peu partout, il s'est produit ce que les officiels ont appelé des "arrêts de travail" (expression yougoslave signifiant "grève"). Ce n'est probablement pas la première fois; ce qui est nouveau, c'est que le mouvement semble avoir été assez étendu pour qu'il ne soit pas possible de l'étouffer en l'attribuant aux menées "d'éléments réactionnaires" (particulièrement répandus dans les usines, comme chacun sait).

On a donc assisté au spectacle édifiant d'un congrès syndical se penchant avec bienveillance sur les revendications des travailleurs et reconnaissant que, tout compte fait, elles ne manquaient pas de justification. Les bureaucrates syndicaux - tous bien entendu, fonctionnaires permanents, connaissant l'existence du travail uniquement par ouï-dire - se feront un devoir d'étudier la situation, et de présenter des propositions pour y porter remède. Qu'il est donc rafraîchissant, après tant de discours demagogiques, de voir enfin des syndicalistes qui n'ont pas honte de se montrer ouvertement tels qu'ils sont: comme une branche spécialisée de l'administration capitaliste, sans aucune prétention à "représenter" les travailleurs.

Quant au mot de la fin, il appartient à un certain Marinko, secrétaire de la Ligue des Communistes de Slovebie, qui a déclaré sans rire que les "arrêts de travail étaient un sérieux avertissement de la part des ouvriers". On ne saurait mieux dire; nous voilà avertis que, malgré toutes les manoeuvres bureaucratiques, malgré les communistes et malgré les syndicats, la lutte de classe continuera autant que le capitalisme lui-même, qu'il soit privé comme en France, étatisé comme en URSS ou "autogéré" comme en Yougoslavie.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

LES PHARAONS

Les professeurs qui parlent des pyramides égyptiennes ne manquent jamais de rappeler que la construction de ces monuments a coûté la vie à des milliers d'esclaves.

Le journal égyptien AL AKHBAR annonce quant à lui que la construction du barrage d'Assouan a coûté la vie à 227 ouvriers et techniciens, dont 7 travailleurs soviétiques.

Ce n'est probablement pas à cela que pensait un admirateur de MASSER et KROUTCHEV lorsqu'il qualifiait le barrage de "pyramide des temps modernes".

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

TROIS 1er MAI

A BILBAO, plusieurs milliers d'ouvriers ont manifesté aux cris de "liberté" "à bas Franco". "L'Humanité" a vu 40.000 manifestants, ce qui est évidemment idiot, les ouvriers espagnols ayant été au maximum 4 à 5.000. Mais si les journalistes de "l'Humanité" voient large en Espagne, ils sont plutôt myopes en Tchécoslovaquie.

A PRAGUE, quelques milliers de jeunes gens ont en effet manifesté aux cris de "liberté" (tiens: le même cri qu'à BILBAO, bizarre...bizarre). La police est alors intervenue à coups de matraque (comme à BILBAO, curieux...) et a été accueillie aux cris de "A bas la Gestapo". Le gouvernement "communiste" a reconnu l'existence de manifestations en annonçant que 31 jeunes gens avaient été arrêtés. Des voyous, bien sûr.

Mais "l'Humanité" demandera-t-on, qu'a-t-elle fait, elle pour le 1er Mai? Qu'on se rassure: elle n'est pas restée inactive. Ses diffuseurs ont vendu du muguet. Voici, parmi d'autres, le texte d'un tract diffusé par la cellule du Boulevard de la Gare à Paris:

" Cher ami lecteur,

" En nous réservant votre clientèle, vous aiderez par la
" même occasion notre grand journal qui n'a cessé et ne cesse
" de dénoncer la politique réactionnaire du pouvoir gaulliste
" et de combattre sa propagande démagogique.

" D'avance Merci."

Et un militant dévoué a ajouté à la main "Surtout demandez le muguet de l'Huma".

Après tout, on préfère voir les militants du P.C.F. en vendeurs de muguet plutôt que ceux du P.C. Tchécoslovaque en policiers matraqueurs.

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

CHEZ LES AGENTS DE LA NAVIGATION AERIENNE

Au mois d'Avril, le gouvernement ayant réquisitionné les contrôleurs de la navigation aérienne, ceux-ci ont répliqué par une grève du zèle.

Le ministre des travaux publics a alors annoncé que le droit de grève serait supprimé pour ces travailleurs. En échange, il leur serait accordé des avantages de salaire et de retraite.

Mais le samedi 9 Mai a eu lieu une nouvelle grève du zèle. Les contrôleurs ont appliqué d'une façon stricte les espacements réglementaires entre les départs des avions. Les retards au décollage ont atteint 2 heures.

Ce mouvement prouve deux choses:

- le droit de grève est purement formel et lorsqu'il gêne le gouvernement dans une profession déterminée, celui-ci n'hésite pas à le

règlementer, c'est-à-dire à le supprimer;

- Les travailleurs qui veulent se défendre peuvent toujours trouver des moyens de lutte efficace. Après d'autres professions (notamment les travailleurs de l'électricité anglais) les agents de la navigation aérienne prouvent que la grève du zèle peut-être un de ces moyens.

--:~

LES VALETS SE REBIFFENT

D'après "le Monde", les 28 délégués du comité central d'entreprise de la C.S.F. reprocheraient à la direction générale de ne pas les avoir tenus informés des tractations conduites en vue de renflouer l'affaire BULL.

Ces messieurs sont mécontents d'être traités pour ce qu'ils sont: de la valetaille. On peut faire appel à eux pour gérer la cantine mais pour les affaires sérieuses pas question: on ne les sonne pas.

La direction ne s'affole d'ailleurs pas; elle sait que ces beaux syndicalistes réintégreront leurs strapontins. Les militants qui se battent dans la classe ouvrière et seulement pour défendre les revendications de la classe ouvrière ne connaissent pas, eux, de telles humiliations. Il y a parfois une justice terrestre.

--:~

UNE RIPOSTE ENERGIQUE

Depuis 9 ans, le pétrolier français ESSO-PARIS naviguait avec 47 hommes d'équipage.

Le Jeudi 16 Avril, l'équipage apprenait que la compagnie voulait réduire les effectifs à 42 membres en licenciant 3 assistants mécaniciens, un garçon et un agent du service général. Le lendemain, l'équipage refusait d'appareiller.

Le Samedi la compagnie ripostait en désarmant le navire, mais comme le bateau, après avoir été déchargé, se trouvait à un poste du port pétrolier, l'équipage refusait de libérer l'appontement et demandait aux marins des remorqueurs de se solidariser avec lui.

Cet exemple est à méditer. Nul doute que si les milliers de travailleurs menacés par les "compressions de personnel" ripostaient avec autant d'énergie que les 47 marins, le patronat traiterait les travailleurs avec un peu moins de mépris lorsqu'il "réorganise" son économie.

--:~

Ce que nous voulons, c'est :

Chaque fois qu'il faut décider quelque chose, le discuter librement avec tous nos camarades, syndiqués ou non, et fixer à la majorité, **tous ensemble**, nos revendications et l'organisation de notre lutte pour les obtenir.

Seule aujourd'hui la grève voulue par les travailleurs peut arracher autre chose que des miettes de 2 ou 3 %, seule demain l'action des travailleurs eux-mêmes pourra abattre le pouvoir de ceux qui nous exploitent et le remplacer par **le pouvoir des travailleurs**.

Pour cela, nous proposons :

Que dans chaque entreprise, toutes les décisions soient prises par une assemblée générale ou par des assemblées d'atelier, de département, de bureau.

Que pour exécuter ces décisions l'assemblée élise démocratiquement des **délégués**, pas pour un an ou six mois, mais uniquement **pour faire quelque chose de précis** : ces délégués ne seront pas des chefs, ils ne pourront pas faire autre chose que ce que les travailleurs leur ordonnent.

Que ces délégués prennent contact avec ceux des autres entreprises de la localité, de la région, du pays et des autres pays. C'est une réunion de délégués mandatés par les travailleurs qui doit coordonner la lutte pour le renversement des exploiters.

Nous savons que cela ne se fera pas en un jour. Nous ne croyons pas que tout d'un coup la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en organisant peu à peu les liaisons qui permettront aux travailleurs de se jouer des bureaucrates syndicaux et autres, **de coordonner eux-mêmes leur action**.

C'est ce travail que nous avons entrepris. Nous ne voulons pas constituer un nouveau syndicat ou un nouveau parti. Nous ne voulons pas devenir des dirigeants. Nous appelons les travailleurs qui sont d'accord sur ces positions à prendre contacts les uns avec les autres **pour lutter plus efficacement**.

Nous sommes à leur service pour les aider dans la lutte commune.

**Groupe de Liaison pour
l'Action des Travailleurs
(G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.